

## Le Comité d'histoire des ministères chargés de la jeunesse et des sports

Officiellement créé par arrêté du 19 avril 2007, le Comité d'histoire des ministères de la jeunesse et de sports est né de l'idée que la prise en compte de l'histoire sert non seulement l'intérêt de la connaissance, mais aussi celui de la transmission d'une culture professionnelle. C'est donc à la fois la volonté d'établir une démarche historique originale et le besoin de fournir des repères aux jeunes générations de fonctionnaires qui ont conduit à sa création.

Les principales missions du Comité d'histoire sont les suivantes :

- rassembler, faire connaître et favoriser la conservation des travaux existants et en cours sur l'histoire des ministères chargés de la jeunesse et des sports ;
- susciter les recherches, études, travaux bibliographiques et guides de sources, soutenir leur publication et assurer leur promotion ;
- organiser les manifestations destinées à mieux faire connaître l'histoire de ces ministères.

En 2008, le Comité d'histoire a organisé un colloque de deux jours consacré à Maurice Herzog et, en mai 2009, un séminaire sur l'histoire des DDJS.

### Lieu du séminaire & moyens d'accès

**INSEP**

11, avenue du Tremblay • 75012 Paris

#### EN VOITURE

- ▶ A4 (par Porte de Bercy) sortie *Joinville*
- ▶ Boulevard périphérique, sortie *Porte de Vincennes* ou *Porte Dorée*

#### EN MÉTRO

- ▶ Ligne 1 (La Défense/Château de Vincennes)
- ▶ Descendre au terminus *Château de Vincennes*
- ▶ Bus ligne 112, arrêt *INSEP*

#### EN RER

- ▶ RER ligne A, direction *Boissy-St-Léger*
- ▶ Descendre à *Joinville*
- ▶ Bus ligne 112, arrêt *INSEP*

Contact : Jean-François Charlet au 01 40 45 93 04

**Prochain rendez-vous : prenez vos agendas !**

« Les Mille-Clubs » Jeudi 25 mars 2010

# L'État et le mouvement sportif

*Entre ingérence et suppléance*

## 1945-1975



© Copyright en attente avec date.

## Jeudi 19 novembre 2009

INSEP • 9h30 - 17h

## L'État et le mouvement sportif

Le mouvement sportif associatif émerge en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. D'essence privée, il revêt des formes variées et gagne tout le territoire durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. L'État manifeste son intérêt pour l'activité physique d'abord en fonction de priorités sanitaires ou militaires, puis, avec l'élan du Front Populaire, dans le cadre du développement des loisirs. Ensuite, le régime de Vichy interviendra massivement dans la politique et la vie des institutions sportives.

De 1945 à la loi Mazeaud, semblent se dessiner les contours d'un modèle à la française. La montée en puissance d'un « État-providence » viendra conforter ce mariage de raison entre un groupement d'origine privée et un pan de l'édifice public. L'explosion du nombre de licenciés se conjugue, dans l'immédiat après-guerre, avec la Reconstruction de la France qui requiert alors la mobilisation de la force physique de la Jeunesse. Dans ce sens, la « délégation de service public » (1945), la montée des enjeux sportifs durant la guerre froide ou les attributions de subventions renforcent les liens organiques qui se sont tissés entre la « Jeunesse et les sports » et le mouvement sportif. Tous ces éléments paraissent devoir concourir à l'accès à la pratique sportive du plus grand nombre.

Cette journée d'étude vise à examiner ce que les uns considèrent comme une ingérence et les autres comme une suppléance. Les rapports entre le mouvement sportif

et l'État seront analysés à travers les deux institutions qui les représentent aux différents niveaux : d'une part, le CNOSF (Comité national olympique et sportif français) et, d'autre part, les ministères en charge de la Jeunesse et des sports.

Laurence Munoz et Yohan Blondel



L'inauguration de l'Institut national des sports par le président de la République Vincent Auriol, le 6 juin 1952.

© Copyright en attente

### COMITÉ DE PILOTAGE

Denise Barriolade, Yohan Blondel, Jean-François Charlet,  
Laurence Munoz, Émile Picques, Françoise Tétard

## Programme

**9h00:** Accueil

**9h30:** Introduction et animation, **Joël Balavoine**

**10h00: Laurence Munoz**, maître de conférences à l'université du littoral Côte d'Opale

**L'État et le mouvement sportif ou la chronique de fiançailles annoncées**

**10h30: Yohan Blondel**, historien du sport, chercheur associé à l'université de Marne-La-Vallée

**Jeunesse et Sport à la conquête des territoires oubliés sous la IV<sup>e</sup> République**

**11h00: Claude Piard**, secrétaire général du CDOS (Comité départemental olympique et sportif) du Val d'Oise

**Liberté d'association et délégation de service public : les limites d'un contrat**

**11h30:** Échanges et discussion

**12h15:** Déjeuner

**14h00: Yoan Grosset**, doctorant en histoire du sport au laboratoire SENS (Sport et environnement social) de l'université de Grenoble

**1972, la création du CNOSF : vers une redéfinition des pouvoirs ?**

**14h30: Tony Froissart**, maître de conférences à l'IUFM de Reims  
**L'engagement des acteurs de terrain, entre directives ministérielles et préoccupations locales**

**15h00: Edmond Seullard**, docteur ès sciences, administrateur civil honoraire

**Entre ingérence et suppléance : le sport pour tous en déshérence...**

**15h30:** Échanges et discussion

**16h15: Daniel Denis**, professeur des universités, IUFM de Versailles  
**Synthèse et conclusion**

COCKTAIL DE CLÔTURE